

FINIE, LA LUTTE ?

1^{er} mai: K.O.,

Embouteillages sans fins et enfants à caser. Bref, des ennuis: voilà ce qu'évoquent aujourd'hui, pour beaucoup, les actions syndicales. Fini l'engouement des foules pour les leaders des grandes grèves de 61. Le monde a changé. Et les syndicats doivent réagir. Ou mourir...

BUDAPEST, 9 avril 2011. 50.000 personnes battent le pavé pour réclamer une Europe plus sociale. Organisée à l'appel de la Confédération européenne des syndicats (CES), la manifestation rassemble présidents et représentants de 35 syndicats venus de 22 pays. Parmi eux, des Belges, côte à côte malgré les récentes dissensions et ce front commun, brisé, qui n'en finit pas de faire des vagues.

Le succès de la manifestation hongroise vient démentir les rumeurs d'un syndicalisme européen moribond, tiré vers le bas par les nouveaux adhérents. Mais tout est loin d'être rose (ou rouge, ou vert) et les défis à relever sont immenses, de l'avis même des responsables comme de la base. Des défis qui appellent une réflexion profonde sur l'histoire récente du mouvement syndical et sur la nécessité d'évoluer pour répondre à l'évolution économique et sociale de l'Union européenne.

UNE JUNGLE

C'est clair, tout comme la Belgique de papa, la bataille rangée, intransigeante mais fair-play, entre patronats et syndicats, a vécu. « *C'est la jungle. On ne se bat plus pour enfoncer des portes, pour des avancées sociales. On se bat pour ne pas reculer, pour limiter les dégâts. C'est malheureux, c'est pathétique* », se désole une manifestante au foulard vert. « *En face de nous, on trouve des top managers bien rodés, qui ont carrément pris des cours de manœuvres anti-syndicalistes. Ils feraient mieux d'apprendre à gérer... Les licenciements massifs et les plans sociaux pleuvent. Et nous, en attendant, si on n'est pas contents? On dégage... On ne peut plus appeler ça des négociations, quand il n'y a rien à négocier.* »

Ainsi, comme le rappelle Carmelo Cerdane, le vice-Président de la Confédération européenne des syndicats (CES) « *les employeurs n'hésitent plus à remettre en question, purement et simplement,*

l'existence même des syndicats, qu'ils accusent de freiner les changements économiques ».

L'une des difficultés pour les syndicats, c'est de savoir qui est en face d'eux. Le pouvoir n'est plus forcément dans les mains de qui on pense. « *Avant, il y avait l'usine, les ouvriers et le patron. Quand les travailleurs avaient des revendications, ils se postaient devant le château du patron, qui sentait directement quand ça chauffait. Maintenant, il y a le directeur, qui n'est parfois responsable de rien, il y a les actionnaires, parfois eux-mêmes des employés, il y a les financiers, les grandes coalitions, qui se trouvent à l'étranger...* »

PAS DE TRAVAIL, MOINS DE SYNDICATS

Quand le travail est une denrée rare, le syndicat est en perte de vitesse. Alors que jadis un ouvrier qualifié pouvait choisir son entreprise et menacer d'envoyer paître son patron, aujourd'hui, il n'a plus le choix. On lui agite sous le nez la une longue liste de chômeurs prêts à le remplacer, et, le risque de délocalisation. « *Il s'agit d'un pouvoir d'une violence inouïe, quand on y pense. C'est 'marche - avec nous - ou crève'. On remet la faute sur celui qui demande plus de justice sociale* », commente une autre déléguée syndicale. « *Et de moins en moins de gens se mobilisent pour la cause, parce qu'ils ne voient pas d'issues.* »

La prolifération d'emplois précaires déforce encore un peu plus le mouvement syndical. Les temps partiels, les intérimaires, les articles 60, les Rosettas, les plan Win-Win sont rarement syndiqués. « *C'est le principal challenge auquel fait face le mouvement syndical: démontrer son importance aux travailleurs non-organisés, et particulièrement à ceux engagés dans des contrats précaires du secteur privé* », admet Carmelo Cerdane.

Enfin, la disparition des grandes entreprises, des bassins et la multiplication de sous-traitances, notamment via les magasins franchisés, ne permettent plus non plus la représentation syndicale, car le nombre de travailleurs n'est pas suffisant.

Les syndicats ?

ENTREPRISE COMME UNE AUTRE ?

Loin de rejeter l'entière responsabilité de la faute sur le patronat et la finance, certains plaident aussi pour une remise en question du monde syndical. « On peut vraiment parler d'institutionnalisation, de lourdeurs administratives, expose Joseph (Jojo) Burnotte (Cepag - FGTB), mais, quelque part, c'est normal : les dossiers à traiter sont de plus en plus complexes et, au fil du temps, les rouages des syndicats se sont complexifiés eux aussi. Une solution ? Rester ancré dans la base. »

D'autres fustigent le « métier » de syndicaliste. « Être payé 1500 euros nets en faisant ses huit heures de bureau, dont deux ou trois à étudier L'Humanité, et se prendre pour un révolutionnaire, au bout d'un moment, ça m'agace, parce que je dis qu'il le fait avec mes cotisations et celles de mes potes », explique aussi Emmanuel Poirier, délégué syndical français CGT. « Évidemment, ça pète au niveau de la fédération. Je préfère dire qu'il y a des soucis et que nous essayons de les régler, que dire, comme d'autres organisations syndicales, que tout va bien, que tout le monde est derrière la même tête. Il y a des problèmes : c'est la vie. Nous en débattons et les choses avancent. »

« Il faut revenir au fondement du syndicat : l'organisation des travailleurs pour défendre leurs droits et un projet de société socialiste », clame Antoine Thioux, animateur au Centre Jeunes Taboo (FGTB) de Charleroi. « Son rôle, ce n'est pas de faire de la co-gestion étatique. On est passé d'un combat offensif à un syndicalisme défensif, en oubliant qu'un acquis social n'est jamais vraiment acquis. » « À la place, on commissionne, on sous-commissionne et l'image véhiculée est celle d'une caisse de paiement de chômage, au lieu d'un outil de défense des sans emplois ! Être syndicaliste, ce n'est pas de rester derrière un beau bureau mais être dans la rue, pour expliquer, pour communiquer... Le mouvement syndical est à la base de l'éducation populaire. Il faut aller au contact, impliquer les gens, notamment les jeunes, au quotidien. Il faut informer sur la raison des actions, sinon, c'est contre-productif. »

DEBOUT !

« La crise économique a démontré la faiblesse de l'Europe. Oui, les syndicats ont un passé glorieux, mais ils ont à présent besoin de devenir plus forts politiquement et de développer une réponse cohé-



Copyright Gerard Garitan

rente et concrète, applicable à toute l'Europe », déclarait Carmelo Cerdane, en décembre dernier. « Il faut continuer le combat jusqu'au bout et pas organiser une journée consacrée aux intérimaires, deux ou trois manifs pour le non-marchands..., conseille Antoine Thioux. Se donner les moyens d'assurer la relève, en étant présents dans les grands combats de société : le sexisme, la marchandisation des services, le refinancement de l'enseignement... Il y a du pain sur la planche ! » Pour Joseph Burnotte aussi, « le combat syndical reste vital. Le syndicat a une force qu'il peut retrouver. Il est le garant des salaires, du maintien de la sécurité sociale. Pour perdurer, il doit aussi s'emparer de questions telles que la diminution du temps de travail, la formation comme ascenseur social... Tout en prenant en compte, dans la complexité des combats, des dimensions comme le développement durable, l'immigration, la lutte contre la pauvreté... Et en travaillant avec d'autres, car d'autres luttes sociales vont naître, ailleurs, notamment dans le terreau associatif. » ■

SYNDICATS.

Ils doivent s'adapter à une société en perpétuelle évolution.

Annelise DETOURNAY

Plusieurs interviewés, de toutes couleurs syndicales, ont préféré ne pas être nommés dans cet article. En cause : le climat lourd et délicat qui règne au sein de certaines centrales, sur fond d'élections syndicales, mais aussi pour ne pas « déforcer le mouvement » en envenimant les luttes intestines.